

Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 1^{er} trimestre 2024

En moyenne au premier trimestre 2024, en France métropolitaine, le nombre de personnes inscrites à France Travail et tenues de rechercher un emploi (catégories A, B, C) s'établit à 5 124 300. Parmi elles, 2 819 800 personnes sont sans emploi (catégorie A) et 2 304 400 exercent une activité réduite (catégories B, C).

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A baisse de 0,1 % (-3 200) ce trimestre et augmente de 0,4 % sur un an. Le nombre de personnes exerçant une activité réduite courte (catégorie B) augmente de 1,0 % par rapport au trimestre précédent et sur la même période celui des personnes en activité réduite longue (catégorie C) décroît de 0,2 %. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C reste stable sur ce trimestre (+2 600) et croît de 0,7 % sur un an.

Au premier trimestre, 727 900 personnes inscrites à France Travail ne sont pas tenues de rechercher un emploi. Elles sont soit non immédiatement disponibles et sans emploi (catégorie D, par exemple : formation, contrat de sécurisation professionnelle, maladie), soit pourvues d'un emploi (catégorie E, par exemple : création d'entreprise, contrat aidé). Sur ce trimestre, le nombre d'inscrits en catégorie D diminue de 1,0 % et celui des inscrits en catégorie E augmente de 1,1 %.

En France (y compris les départements-régions d'outre-mer, hors Mayotte), le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 3 027 700 pour la catégorie A. Il diminue de 0,1 % sur le trimestre (+0,1 % sur un an). Pour les catégories A, B, C ce nombre s'établit à 5 400 500. Il est stable sur ce trimestre et croît de 0,6 % sur un an.

Une expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) a été lancée en avril 2023 dans 18 territoires puis étendue en mars 2024 à 29 nouvelles zones portant à 47 le nombre de territoires concernés par l'accompagnement renforcé des bénéficiaires du RSA. Elle conduit à enregistrer progressivement à France Travail l'ensemble des BRSA de ces territoires. Selon leur situation, ceux-ci sont orientés vers un des trois parcours suivants : emploi, socio-professionnel, ou social. Les BRSA orientés vers les parcours emploi et socio-professionnel sont comptabilisés dans les statistiques de demandeurs d'emploi. Les BRSA orientés vers le parcours social, plus éloignés de l'emploi, ne le sont pas lorsqu'ils ne prennent pas l'initiative de s'inscrire.

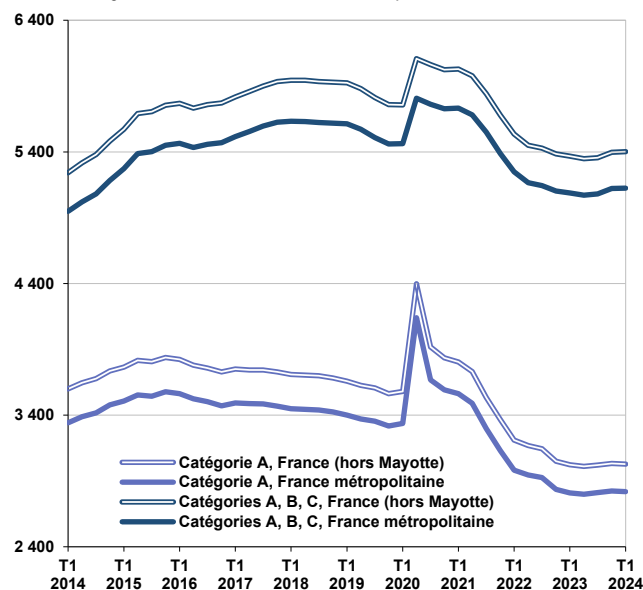
Fin mars 2024, cette expérimentation concerne environ 24 800 personnes dont 16 500, orientées vers un parcours emploi ou socio-professionnel.

Les effets du déploiement de cette expérimentation se poursuivront jusqu'à la fin de l'année 2024 (cf. note incidents et changements de procédure ayant un impact sur les statistiques de demandeurs d'emploi pour une première estimation de ces effets).

GRAPHIQUE 1 | Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C

En milliers

Données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables



Source : France Travail-Dares, STMT.

Les données publiées concernent les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail. La notion de demandeurs d'emploi est différente de celle de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT). Au-delà des évolutions du marché du travail, différents facteurs peuvent davantage affecter les données relatives aux demandeurs d'emploi : modifications des règles d'indemnisation ou d'accompagnement des demandeurs d'emploi, changements de procédure, incidents. Un [document](#) présente les principaux changements de procédure et incidents ayant affecté les statistiques de demandeurs d'emploi depuis 2011.

Demandeurs d'emploi par catégorie

TABLEAU 1 | Demandeurs d'emploi par catégorie

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	1er trimestre 2023	4e trimestre 2023	1er trimestre 2024	un trimestre *	un an **
France métropolitaine					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	2 809,6	2 823,0	2 819,8	-0,1	0,4
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	783,2	811,4	819,6	1,0	4,6
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	1 496,2	1 487,2	1 484,8	-0,2	-0,8
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 088,9	5 121,7	5 124,3	0,1	0,7
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	348,9	344,9	341,4	-1,0	-2,1
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	361,6	382,4	386,5	1,1	6,9
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	5 799,4	5 849,0	5 852,2	0,1	0,9
France (hors Mayotte)					
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	3 024,0	3 032,0	3 027,7	-0,1	0,1
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 368,2	5 397,9	5 400,5	0,0	0,6
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	6 112,0	6 159,7	6 162,3	0,0	0,8

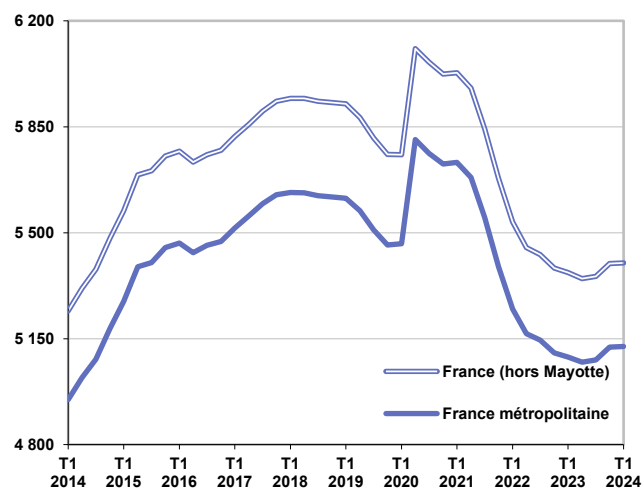
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 2 | Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)

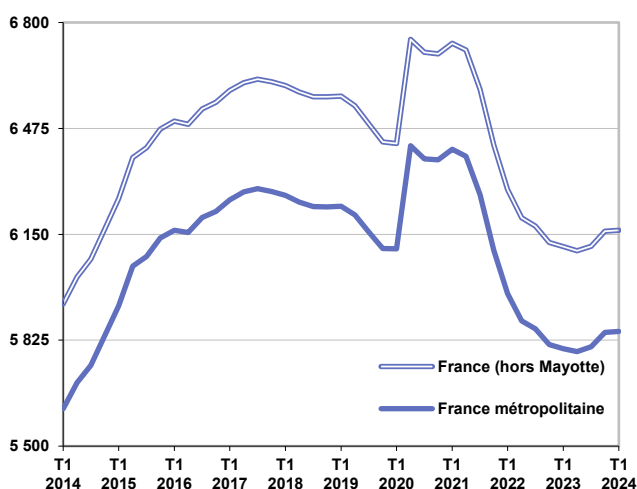
En milliers, données CVS-CJO



Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 3 | Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)

En milliers, données CVS-CJO



En France métropolitaine, lorsque sur un trimestre le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente ou baisse de plus de 33 000, il y a une probabilité supérieure à 95 % que la variation de la tendance sous-jacente soit de même sens. Ce seuil est de 32 000 pour le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C (voir encadré page 15).

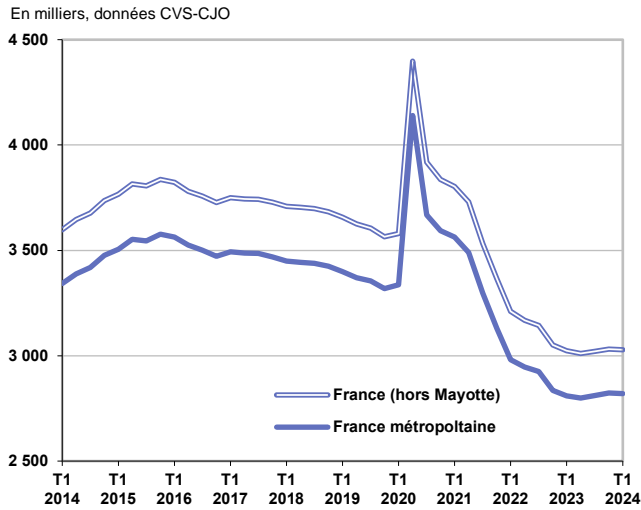
Une [documentation](#) fournit des éléments d'aide à l'interprétation des séries sur les demandeurs d'emploi.

L'ensemble des définitions et concepts figurent dans l'encadré page 15, ainsi que dans la [documentation méthodologique](#) en ligne.

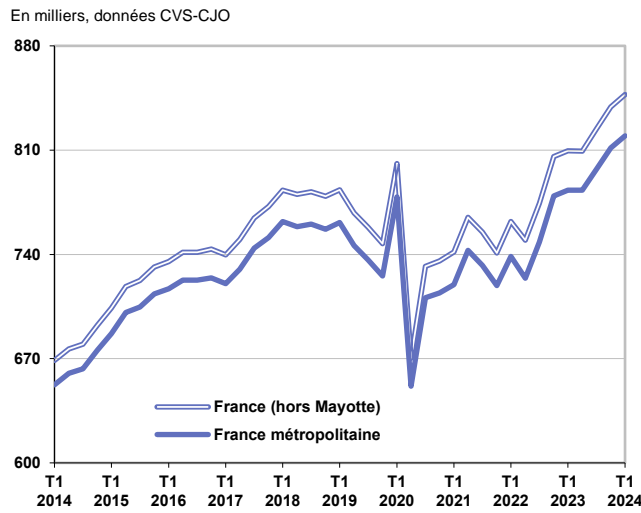
L'ensemble des documents relatifs aux données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail sont disponibles sur les sites internet de la [Dares](#) et de [France Travail](#).

Prochaine parution, le 25 juillet 2024 : Dares indicateurs, Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 2e trimestre 2024.

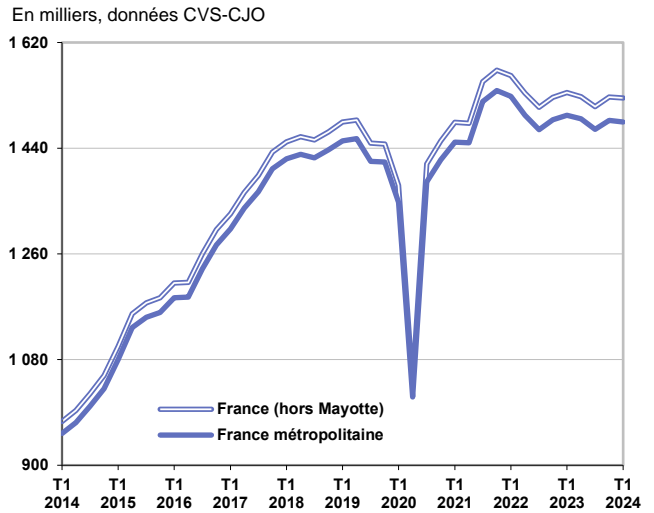
GRAPHIQUE 4 | Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)



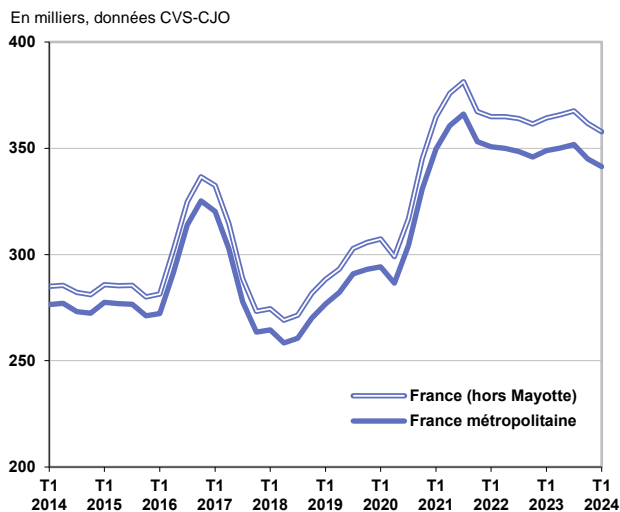
GRAPHIQUE 5 | Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)



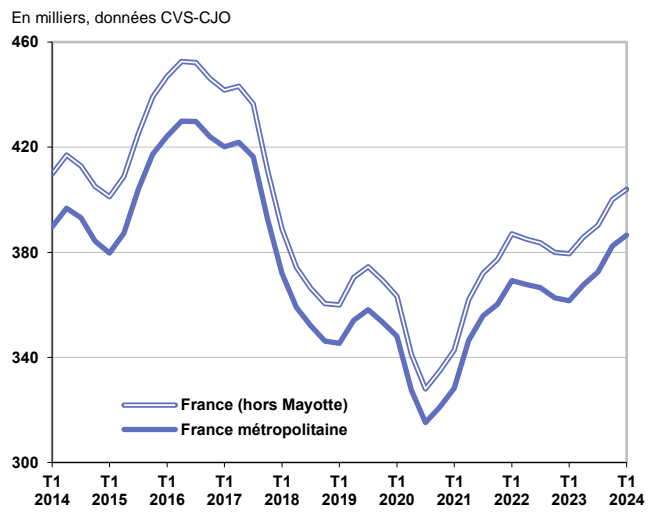
GRAPHIQUE 6 | Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)



GRAPHIQUE 7 | Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)



GRAPHIQUE 8 | Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)



Source : France Travail-Dares, STMT.

Demandeurs d'emploi en catégorie A

En France métropolitaine, au premier trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A reste stable pour les hommes (+1,2 % sur un an) et diminue de 0,2 % pour les femmes (-0,5 % sur un an).

Ce nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente de 0,5 % pour les moins de 25 ans (+5,3 % sur un an), reste stable pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,3 % sur un an) et recule de 0,5 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-1,8 % sur un an).

TABLEAU 2 | Demandeurs d'emploi en catégorie A par sexe et âge

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	1 ^{er} trimestre 2023	4 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	un trimestre *	un an **
Hommes	1 423,3	1 440,2	1 440,4	0,0	1,2
Femmes	1 386,3	1 382,8	1 379,4	-0,2	-0,5
Moins de 25 ans	372,9	390,4	392,5	0,5	5,3
Hommes	198,0	208,1	209,9	0,9	6,0
Femmes	174,9	182,4	182,6	0,1	4,4
Entre 25 et 49 ans	1 640,1	1 646,7	1 645,4	-0,1	0,3
Hommes	814,8	824,0	824,0	0,0	1,1
Femmes	825,3	822,7	821,4	-0,2	-0,5
50 ans ou plus	796,6	785,9	781,9	-0,5	-1,8
Hommes	410,6	408,2	406,5	-0,4	-1,0
Femmes	386,1	377,7	375,4	-0,6	-2,8
Ensemble de la catégorie A	2 809,6	2 823,0	2 819,8	-0,1	0,4

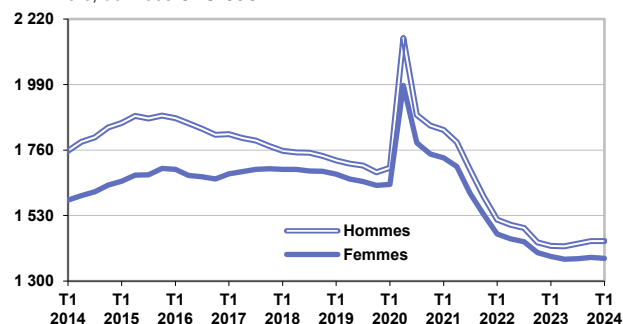
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

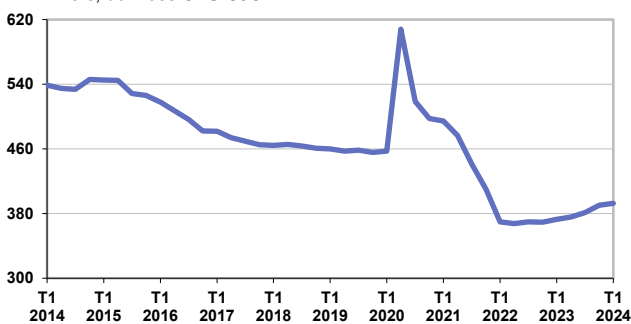
GRAPHIQUE 9 | Catégorie A, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



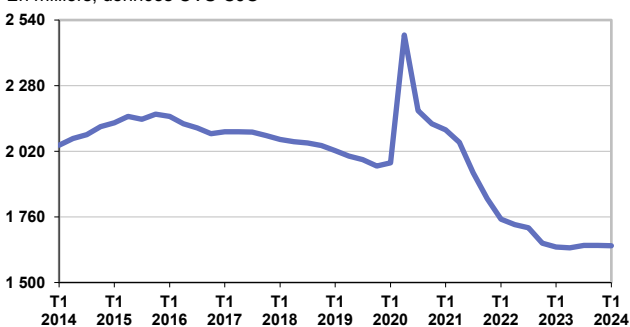
GRAPHIQUE 10 | Catégorie A, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



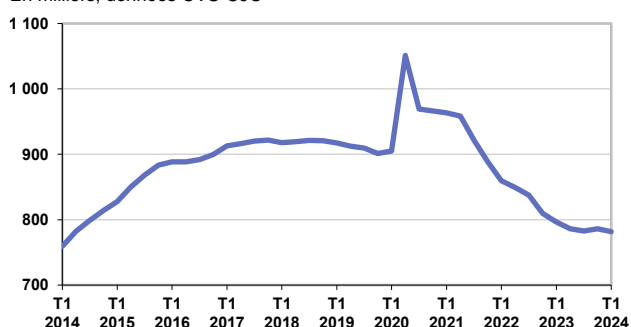
GRAPHIQUE 11 | Catégorie A, entre 25 et 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 12 | Catégorie A, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Demandeurs d'emploi en catégories B, C

En France métropolitaine, au premier trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie B (activité réduite courte) augmente de 1,0 % (+4,6 % sur un an) et celui des demandeurs d'emploi en catégorie C (activité réduite longue) diminue de 0,2 % (-0,8 % sur un an). Au total, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B, C augmente de 0,3 % ce trimestre (+1,1 % sur un an).

La situation des demandeurs d'emploi vis-à-vis de l'activité réduite courte (inférieure ou égale à 78 heures sur un mois, catégorie B) ou longue (supérieure ou égale à 79 heures sur un mois, catégorie C) est déterminée à la fin de chaque mois. Dans cette publication les nombres de demandeurs d'emploi en catégories B, C sont obtenus en faisant la moyenne sur le trimestre.

TABLEAU 3 | Demandeurs d'emploi en catégories B, C

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur		
	1 ^{er} trimestre 2023	4 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	un trimestre *	un an **	
 Par sexe et âge						
Hommes	1 035,4	1 051,8	1 057,8	0,6	2,2	
Femmes	1 244,0	1 246,8	1 246,6	0,0	0,2	
Moins de 25 ans	255,2	263,9	262,2	-0,6	2,7	
Entre 25 et 49 ans	1 421,9	1 426,6	1 431,9	0,4	0,7	
50 ans ou plus	602,3	608,1	610,3	0,4	1,3	
 Par nombre d'heures travaillées						
Catégorie B	Moins de 20 heures	233,4	253,0	258,2	2,1	10,6
	De 20 à 39 heures	207,6	211,8	212,0	0,1	2,1
	De 40 à 59 heures	164,1	164,6	166,8	1,3	1,6
	De 60 à 78 heures	178,1	181,9	182,6	0,4	2,5
	Ensemble	783,2	811,4	819,6	1,0	4,6
Catégorie C	De 79 à 99 heures	195,6	189,8	190,3	0,3	-2,7
	De 100 à 119 heures	191,5	198,6	199,2	0,3	4,0
	De 120 à 150 heures	362,5	346,6	360,1	3,9	-0,7
	151 heures ou plus	746,6	752,3	735,3	-2,3	-1,5
Ensemble	1 496,2	1 487,2	1 484,8	-0,2	-0,8	
Ensemble des catégories B, C	2 279,3	2 298,6	2 304,4	0,3	1,1	

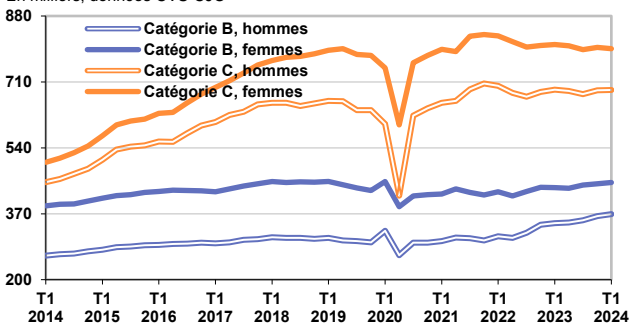
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

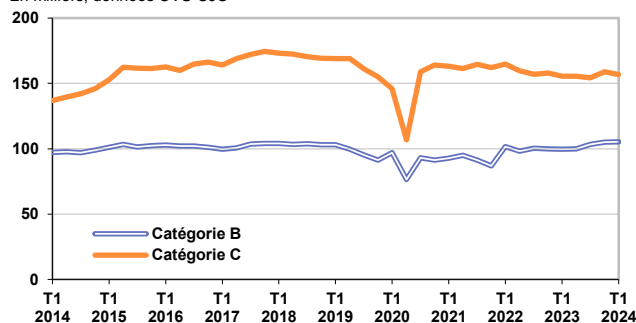
GRAPHIQUE 13 | Catégories B et C, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



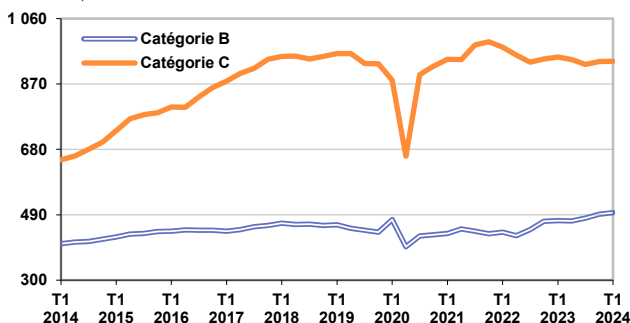
GRAPHIQUE 14 | Catégories B et C, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



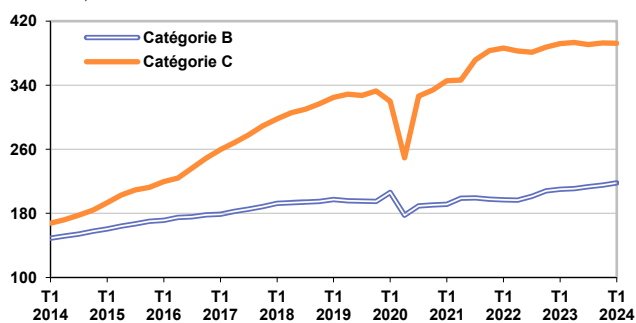
GRAPHIQUE 15 | Catégories B et C, de 25 à 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 16 | Catégories B et C, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C

En France métropolitaine, au premier trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente de 0,2 % pour les hommes (+1,6 % sur un an) et diminue de 0,1 % pour les femmes (-0,2 % sur un an).

Ce nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C quasi stable pour les moins de 25 ans (+4,2 % sur un an), augmente de 0,1 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,5 % sur un an) et diminue de 0,1 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (-0,5 % sur un an).

TABLEAU 4 | Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par sexe et âge

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers)			Évolution (en %) sur	
	1 ^{er} trimestre 2023	4 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	un trimestre *	un an **
Hommes	2 458,7	2 492,0	2 498,2	0,2	1,6
Femmes	2 630,3	2 629,6	2 626,0	-0,1	-0,2
Moins de 25 ans	628,0	654,4	654,6	0,0	4,2
Hommes	323,2	338,6	339,7	0,3	5,1
Femmes	304,8	315,7	314,9	-0,3	3,3
Entre 25 et 49 ans	3 062,0	3 073,3	3 077,4	0,1	0,5
Hommes	1 474,2	1 490,4	1 495,0	0,3	1,4
Femmes	1 587,8	1 583,0	1 582,4	0,0	-0,3
50 ans ou plus	1 398,9	1 394,0	1 392,3	-0,1	-0,5
Hommes	661,2	663,0	663,5	0,1	0,3
Femmes	737,7	730,9	728,7	-0,3	-1,2
Ensemble des catégories A, B, C	5 088,9	5 121,7	5 124,3	0,1	0,7

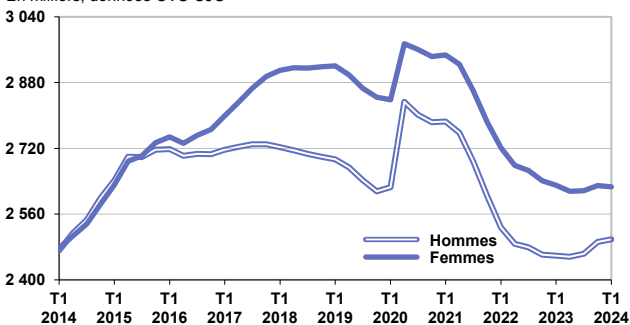
* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

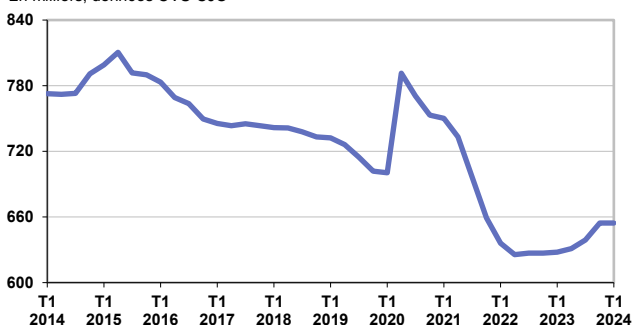
GRAPHIQUE 17 | Catégories A, B, C, par sexe

En milliers, données CVS-CJO



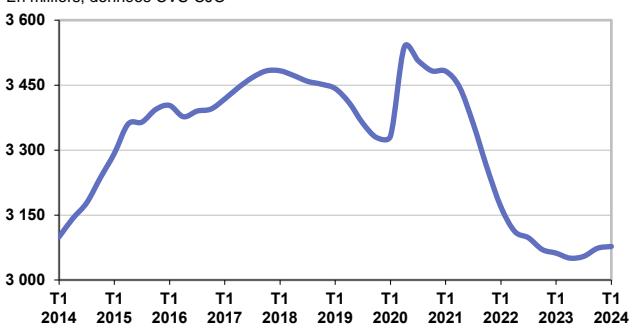
GRAPHIQUE 18 | Catégories A, B, C, moins de 25 ans

En milliers, données CVS-CJO



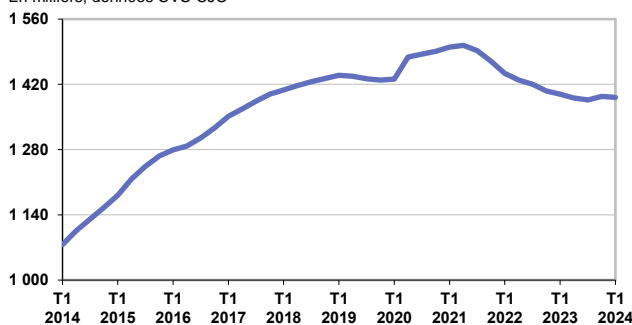
GRAPHIQUE 19 | Catégories A, B, C, entre 25 et 49 ans

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 20 | Catégories A, B, C, 50 ans ou plus

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Ancienneté et durée d'inscription en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

En France métropolitaine, au premier trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus augmente de 0,6 % (-0,1 % sur un an), tandis que celui des inscrits depuis moins d'un an diminue de 0,3 % (+1,3 % sur un an).

L'ancienneté moyenne des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C est de 629 jours au premier trimestre 2024 (-1 jour par rapport au trimestre précédent). La durée moyenne d'inscription en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi sortis des catégories A, B, C au premier trimestre 2024 est de 310 jours (+11 jours par rapport au trimestre précédent).

L'ancienneté en catégories A, B, C est mesurée sur le trimestre par le nombre de jours où le demandeur d'emploi a été inscrit de façon continue en catégories A, B, C. Une sortie d'au moins un jour de ces catégories réinitialise l'ancienneté. D'autres indicateurs, tels que le nombre de personnes inscrites en catégorie A un certain nombre de mois sur une période donnée, peuvent éclairer d'autres dimensions de l'ancienneté ou de la récurrence sur les listes de France Travail dans ces catégories [32].

TABLEAU 5 | Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO

	Effectif (en milliers ou en %)			Évolution (en %) sur	
	1 ^{er} trimestre 2023	4 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	un trimestre *	un an **
France métropolitaine					
Moins de 1 an	2 846,7	2 894,3	2 884,2	-0,3	1,3
Moins de 3 mois	1 140,2	1 149,2	1 133,9	-1,3	-0,6
De 3 mois à moins de 6 mois	748,3	762,6	771,3	1,1	3,1
De 6 mois à moins de 12 mois	958,2	982,5	979,0	-0,4	2,2
Un an ou plus	2 242,3	2 227,3	2 240,1	0,6	-0,1
De 1 an à moins de 2 ans	922,6	984,2	1 008,0	2,4	9,3
De 2 ans à moins de 3 ans	419,6	415,0	421,6	1,6	0,5
3 ans ou plus	900,2	828,1	810,5	-2,1	-10,0
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus ..	44,1 %	43,5 %	43,7 %	0,2 pt	-0,3 pt
Ancienneté moyenne (en jours)	648	630	629	-1	-19
France (hors Mayotte)					
Demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus	2 380,3	2 359,3	2 372,0	0,5	-0,3
Part des demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 an ou plus..	44,3 %	43,7 %	43,9 %	0,2 pt	-0,4 pt

| Durée moyenne en catégories A, B, C des sortants de catégories A, B, C

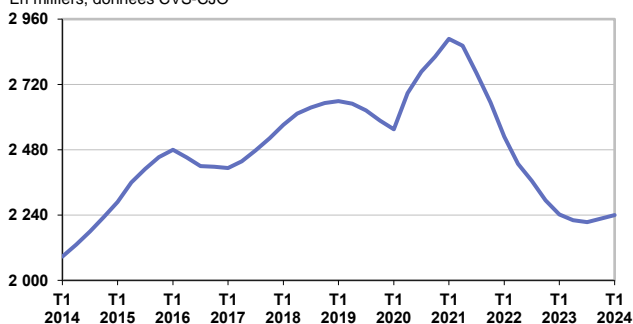
	Niveau (en jours)			Évolution (en jours) sur	
	1 ^{er} trimestre 2023	4 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	un trimestre *	un an **
France métropolitaine	327	299	310	11	-17
France (hors Mayotte)	330	303	312	9	-18

* variation par rapport au trimestre précédent, en nombre de jours ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en nombre de jours.

Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 21 | Demandeurs d'emploi depuis un an ou plus, en catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

GRAPHIQUE 22 | Durée moyenne en catégories A, B, C des sortants de catégories A, B, C

En jours, données CVS-CJO



Indemnisation au titre du chômage

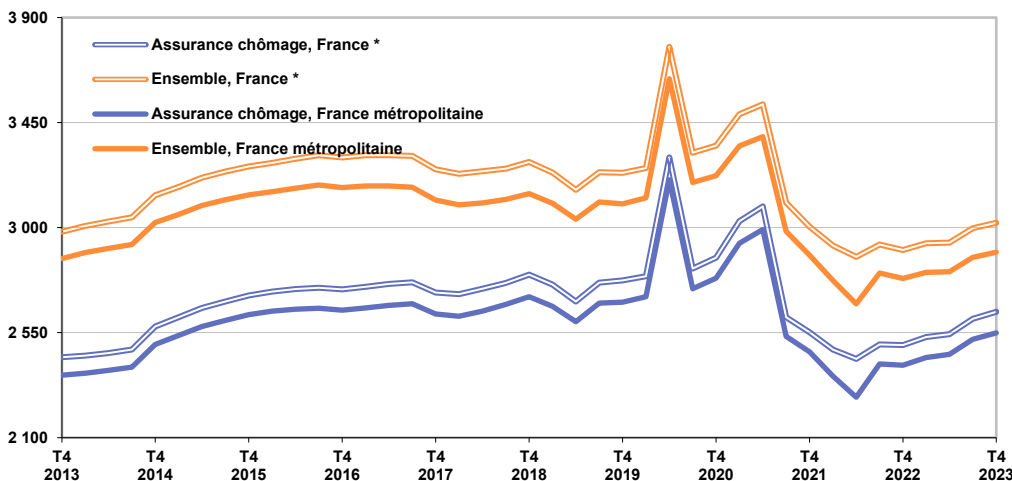
Au quatrième trimestre 2023, en France métropolitaine, 2 894 600 personnes inscrites à France Travail sont indemnisées au titre du chômage. Ce nombre augmente de 0,7 % ce trimestre (+4,1 % sur un an).

Au troisième trimestre 2023, en France métropolitaine, 68,5 % des personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C, D, E sont indemnisables au titre du chômage (-0,1 point sur un trimestre et +1,6 point sur un an). Parmi ces personnes, 72,3 % sont indemnisées (+1,5 point sur un trimestre et +1,5 point sur un an).

Au troisième trimestre 2023, 70,3 % des personnes inscrites à France Travail en catégories A, B, C sont indemnisables au titre du chômage (+0,3 point sur un trimestre et +1,7 point sur un an). Parmi ces personnes, 70,3 % sont indemnisées (+1,5 point sur un trimestre et +1,5 point sur un an).

GRAPHIQUE 23 | Personnes indemnisées

En milliers, données CVS



* Y compris Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Champ : demandeurs d'emploi en catégories A, B, C, D, E, indemnisés au titre du chômage.

Source : France Travail, Fichier national des allocataires (FNA).

Les indicateurs présentés du taux de couverture par l'indemnisation chômage sont établis sur la base d'une méthodologie définie conjointement entre France Travail, la Dares et l'Unédic. Elle fait l'objet d'une [note méthodologique](#) détaillée.

Les données relatives aux effectifs indemnisés du trimestre T sont disponibles au trimestre T+1, celles relatives aux taux de couverture du trimestre T sont disponibles au trimestre T+2.

TABLEAU 6 | Personnes indemnisées

En milliers, données CVS

	4 ^e trimestre 2022 (d)	3 ^e trimestre 2023 (p)	4 ^e trimestre 2023 (p)	Évolution (en %) sur	
				un trimestre *	un an **
France métropolitaine					
Ensemble des indemnisés	2 781,5	2 873,2	2 894,6	0,7	4,1
Assurance chômage ⁽¹⁾	2 410,9	2 521,5	2 549,4	1,1	5,7
État ⁽²⁾	257,2	232,4	230,6	-0,8	-10,3
Autres ⁽³⁾	113,5	119,3	114,7	-3,9	1,1
France ^(a)					
Ensemble des indemnisés	2 904,8	2 998,0	3 020,4	0,7	4,0
Assurance chômage ⁽¹⁾	2 496,5	2 609,7	2 639,1	1,1	5,7
État ⁽²⁾	284,4	258,1	255,6	-1,0	-10,1
Autres ⁽³⁾	124,0	130,2	125,7	-3,5	1,4

* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

Champ : demandeurs d'emploi indemnisés.

(a) Y compris Mayotte, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon.

(d) : données définitives.

(p) : données provisoires.

Source : France Travail, Fichier national des allocataires (FNA).

(1) Allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) et Allocation d'aide au retour à l'emploi formation (AREF) hors conventions de gestion de l'Opérateur national de paie (ONP), Allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

(2) Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) y compris formation, Allocation Équivalent Retraite (AER), Allocation Transitoire de Solidarité (ATS), Allocation Temporaire d'Attente (ATA2), Allocations du fonds de professionnalisation et de solidarité (FSP), Rémunération de fin de formation (RFF).

(3) Rémunération de formation Pôle emploi (RFPE), ARE-ONP, AREF-ONP.

TABLEAU 7 | Part des personnes indemnisées et indemnisables ⁽¹⁾

En %, données CVS

	3 ^e trimestre 2022 (d)	2 ^e trimestre 2023 (d)	3 ^e trimestre 2023 (p)	Évolution (en pt) sur	
				un trimestre *	un an **
Catégories A, B, C					
Part des personnes indemnisables	68,6	70,0	70,3	0,3 pt	1,7 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	61,0	62,9	63,2	0,4 pt	2,3 pt
État ⁽²⁾	6,1	5,5	5,3	-0,2 pt	-0,7 pt
Part des personnes indemnisées parmi les indemnisables	68,8	68,8	70,3	1,5 pt	1,5 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	67,4	67,7	69,2	1,5 pt	1,8 pt
État ⁽²⁾	81,8	81,7	81,9	0,3 pt	0,1 pt
Catégories A, B, C, D, E					
Part des personnes indemnisables	66,9	68,6	68,5	-0,1 pt	1,6 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	58,9	61,0	61,1	0,2 pt	2,2 pt
État ⁽²⁾	5,6	5,1	4,9	-0,2 pt	-0,7 pt
Part des personnes indemnisées parmi les indemnisables	70,8	70,8	72,3	1,5 pt	1,5 pt
Dont : Assurance chômage ⁽²⁾	69,3	69,7	71,2	1,5 pt	1,8 pt
État ⁽²⁾	79,4	79,5	79,4	-0,1 pt	0,0 pt

* variation par rapport au trimestre précédent, en point ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en point.

Champ : France métropolitaine, demandeurs d'emploi.

(d) : données définitives.

(p) : données provisoires.

Sources : France Travail, Fichier national des allocataires (FNA) et Fichier historique statistique (FHS).

Note : dans le tableau ci-dessus, les données sont en fin de trimestre.

(1) Les personnes indemnisables sont celles ayant un droit ouvert. Parmi les personnes indemnisables, certaines sont effectivement indemnisées ; d'autres ne le sont pas, principalement en raison de l'exercice d'une activité réduite.

(2) Voir notes du tableau précédent.

Demandeurs d'emploi par région

Au premier trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégorie A varie de -0,9 % en Bretagne à +1,6 % en Corse. Dans les départements-régions d'outre-mer (Drom) hors Mayotte, la baisse est de 0,6 % (entre -1,9 % en Guadeloupe et +2,8 % en Guyane).

Au premier trimestre 2024, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C varie de -0,3 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur à +0,5 % en Nouvelle-Aquitaine. Ce nombre reste stable dans les Drom hors Mayotte (entre -1,3 % en Guadeloupe et +2,8 % en Guyane).

TABLEAU 8 | Demandeurs d'emploi en catégories A et A, B, C, par région

Données CVS-CJO

	Catégorie A			Catégories A, B, C		
	Effectif (en milliers)		Évolution (en %)	Effectif (en milliers)		Évolution (en %)
	4 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	trimestrielle*	4 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	trimestrielle*
Auvergne-Rhône-Alpes	318,6	318,5	0,0	595,3	596,0	0,1
Bourgogne-Franche-Comté	100,5	101,2	0,7	195,8	196,1	0,1
Bretagne	117,5	116,4	-0,9	244,6	244,5	0,0
Centre-Val de Loire	98,8	98,5	-0,3	193,1	193,3	0,1
Corse	12,9	13,1	1,6	19,3	19,4	0,4
Grand Est	233,7	234,3	0,3	410,2	411,3	0,3
Hauts-de-France	298,7	296,7	-0,7	513,5	512,6	-0,2
Île-de-France	595,8	593,9	-0,3	969,0	970,1	0,1
Normandie	127,3	127,9	0,5	244,4	244,6	0,1
Nouvelle-Aquitaine	228,2	229,8	0,7	458,2	460,3	0,5
Occitanie	305,0	304,1	-0,3	549,0	547,8	-0,2
Pays de la Loire	130,1	130,8	0,5	278,2	278,6	0,1
Provence-Alpes-Côte d'Azur	255,9	254,6	-0,5	451,1	449,7	-0,3
France métropolitaine	2 823,0	2 819,8	-0,1	5 121,7	5 124,3	0,1
Guadeloupe	42,2	41,4	-1,9	55,4	54,7	-1,3
Guyane	21,0	21,6	2,8	25,6	26,3	2,8
Martinique	29,9	29,8	-0,6	41,7	41,5	-0,6
La Réunion	115,9	115,1	-0,6	153,5	153,8	0,2
Départements-régions d'outre-mer (hors Mayotte)	209,0	207,8	-0,6	276,2	276,3	0,0
France (hors Mayotte)	3 032,0	3 027,7	-0,1	5 397,9	5 400,5	0,0

* variation par rapport au trimestre précédent, en %.

Source : France Travail-Dares, STMT.

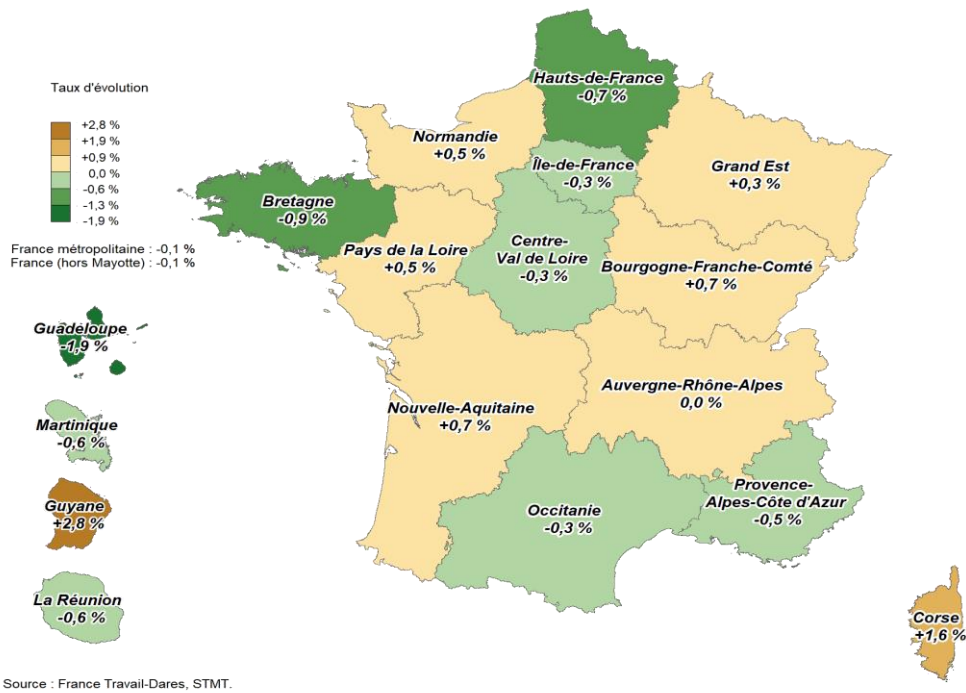
Dans ce tableau, les évolutions trimestrielles du nombre de demandeurs d'emploi peuvent différer légèrement de celles calculées à partir des effectifs, publiés en milliers avec une décimale. En effet, ces évolutions sont calculées à partir d'effectifs arrondis à la dizaine identiques à ceux présentés dans les publications des D(r)ets et des DR France Travail.

Les publications régionales et départementales sont accessibles sur les sites internet des D(r)ets et des DR France Travail :

Auvergne-Rhône-Alpes	Dreets	DR France Travail	Occitanie	Dreets	DR France Travail
Bourgogne-Franche-Comté	Dreets	DR France Travail	Pays de la Loire	Dreets	DR France Travail
Bretagne	Dreets	DR France Travail	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Dreets	DR France Travail
Centre-Val de Loire	Dreets	DR France Travail	Guadeloupe	Deets	DR France Travail
Corse	Dreets	DR France Travail	Guyane	Deets	DR France Travail
Grand Est	Dreets	DR France Travail	Martinique	Deets	DR France Travail
Hauts-de-France	Dreets	DR France Travail	La Réunion	Deets	DR France Travail
Île-de-France	Dreets	DR France Travail			
Normandie	Dreets	DR France Travail			
Nouvelle-Aquitaine	Dreets	DR France Travail			

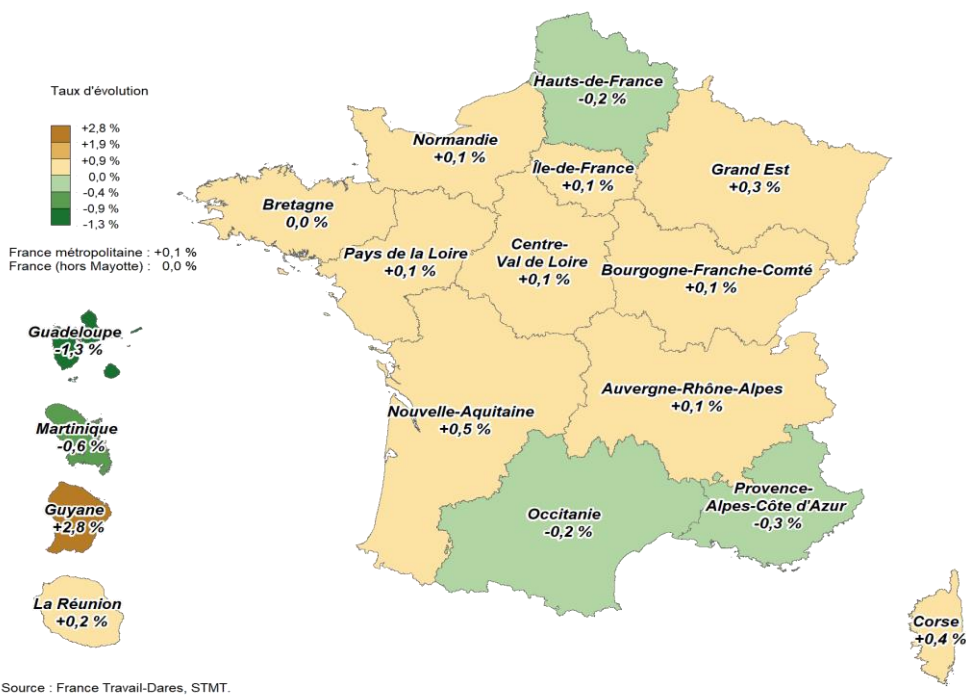
CARTE 1 | Évolution* du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A au premier trimestre 2024

Données CVS-CJO



CARTE 2 | Évolution* du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C au premier trimestre 2024

Données CVS-CJO



* Dans ces cartes, les évolutions trimestrielles du nombre de demandeurs d'emploi peuvent différer légèrement de celles calculées à partir des effectifs, publiés en milliers avec une décimale. En effet, ces évolutions sont calculées à partir d'effectifs arrondis à la dizaine identiques à ceux présentés dans les publications des D(r)ets et des DR France Travail.

Entrées et sorties de catégories A, B, C

En France métropolitaine, le nombre moyen d'entrées en catégories A, B, C au premier trimestre 2024 diminue de 0,9 % par rapport au trimestre précédent (+0,1 % sur un an).

Les entrées pour première entrée sur le marché du travail (-7,3 %), fin de mission d'intérim (-4,7 %), fin de contrat (-2,3 %), retour d'inactivité (-1,2 %) et réinscription rapide (-1,1 %) sont en baisse. Les entrées pour licenciement économique (+15,6 %), autre licenciement (+2,5 %), rupture conventionnelle (+1,0 %), motif indéterminé (+0,8 %), autres motifs (+0,5 %) et démission (+0,4 %) sont en hausse.

En France métropolitaine, le nombre moyen de sorties des catégories A, B, C augmente de 4,3 % par rapport au trimestre précédent (+1,4 % sur un an).

Les sorties pour entrée en stage ou en formation (-4,4 %) et reprise d'emploi déclarée (-0,9 %) sont en baisse. Les sorties pour cessation d'inscription pour défaut d'actualisation (+8,8 %), arrêt de recherche (+6,2 %), autres cas (+3,4 %) et radiation administrative (+2,2 %) sont en hausse.

TABLEAU 9 | Entrées en catégories A, B, C par motif

Données CVS-CJO

	Nombre moyen d'entrées au 1 ^{er} trimestre 2024 (en milliers)	Répartition par motif (en %)	Évolution (en %) sur	
			un trimestre *	un an **
France métropolitaine				
Fin de contrat	99,3	18,6	-2,3	-0,7
Fin de mission d'intérim	30,4	5,7	-4,7	-4,1
Démission	27,8	5,2	0,4	4,5
Rupture conventionnelle	40,8	7,6	1,0	2,3
Licenciement économique	8,9	1,7	15,6	27,1
Autre licenciement	32,2	6,0	2,5	-8,3
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	26,8	5,0	-7,3	-6,0
Retour d'inactivité ⁽²⁾	100,9	18,9	-1,2	-1,6
Réinscription rapide ⁽³⁾	87,7	16,4	-1,1	2,0
Autres motifs ⁽⁴⁾	39,2	7,3	0,5	5,9
Motif indéterminé	40,2	7,5	0,8	1,8
Ensemble des entrées en catégories A, B, C	534,2	100,0	-0,9	0,1
France (hors Mayotte)	559,9		-1,0	0,2

* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Source : France Travail-Dares, STMT.

TABLEAU 10 | Sorties de catégories A, B, C par motif

Données CVS-CJO

	Nombre moyen de sorties au 1 ^{er} trimestre 2024 (en milliers)	Répartition par motif (en %)	Évolution (en %) sur	
			un trimestre *	un an **
France métropolitaine				
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	85,3	15,7	-0,9	1,2
Entrée en stage ou en formation	56,8	10,5	-4,4	-12,6
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	46,1	8,5	6,2	-0,9
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	252,2	46,5	8,8	3,2
Radiation administrative	56,3	10,4	2,2	8,1
Autres cas ⁽²⁾	45,3	8,4	3,4	7,3
Ensemble des sorties de catégories A, B, C	542,1	100,0	4,3	1,4
France (hors Mayotte)	567,9		4,1	1,4

* variation par rapport au trimestre précédent, en % ; ** variation par rapport au même trimestre de l'année précédente, en %.

(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants [6].

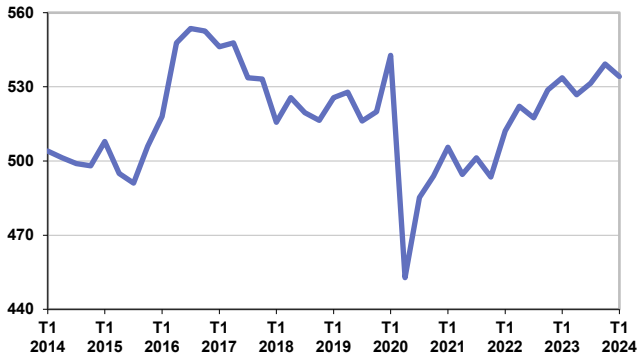
(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Entrées en catégories A, B, C par motif d'inscription

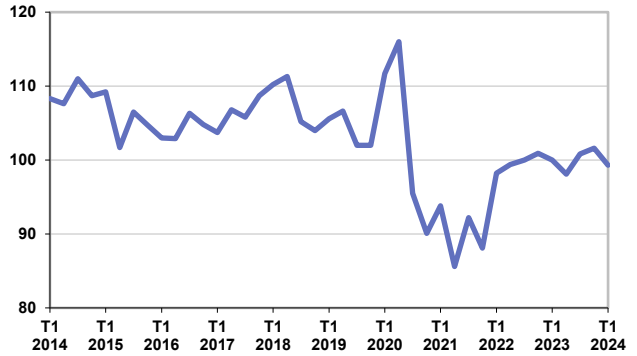
GRAPHIQUE 24 | Ensemble des inscriptions

En milliers, données CVS-CJO



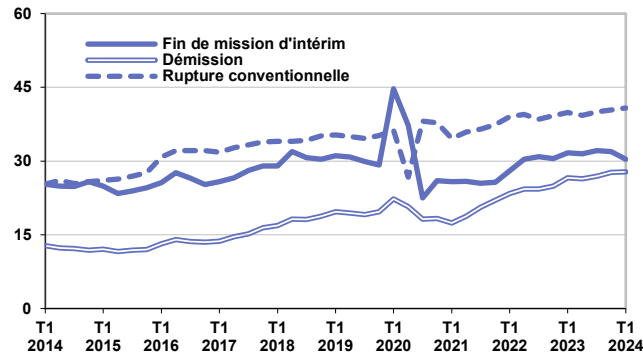
GRAPHIQUE 25 | Inscriptions pour fin de contrat

En milliers, données CVS-CJO



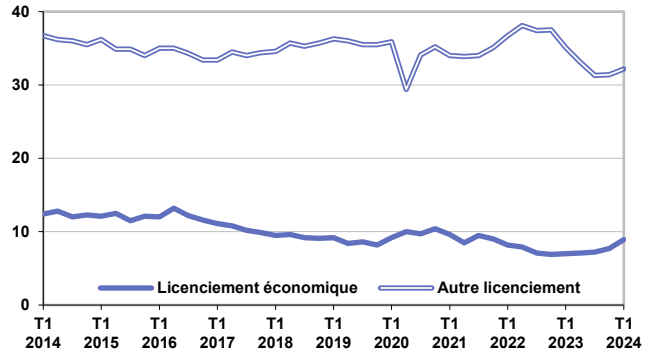
GRAPHIQUE 26 | Inscriptions pour fin de mission d'intérim, démission et rupture conventionnelle

En milliers, données CVS-CJO



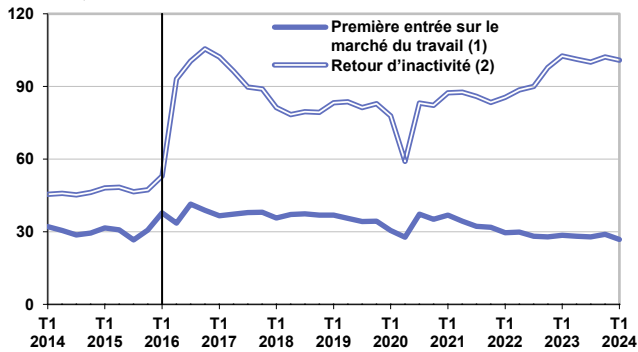
GRAPHIQUE 27 | Inscriptions pour licenciement économique et autre licenciement

En milliers, données CVS-CJO



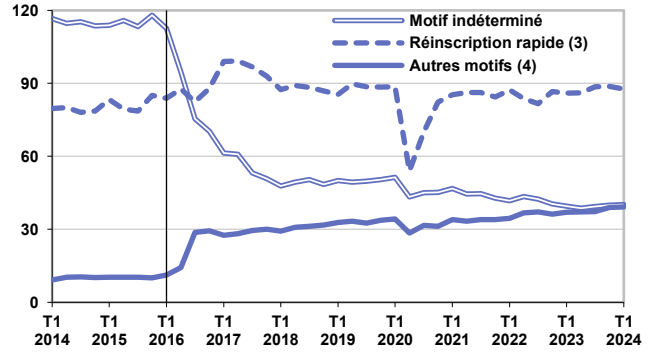
GRAPHIQUE 28 | Premières inscriptions et inscriptions suite à une période d'inactivité

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 29 | Inscriptions pour autres motifs, motifs indéterminé et réinscription rapide

En milliers, données CVS-CJO



(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

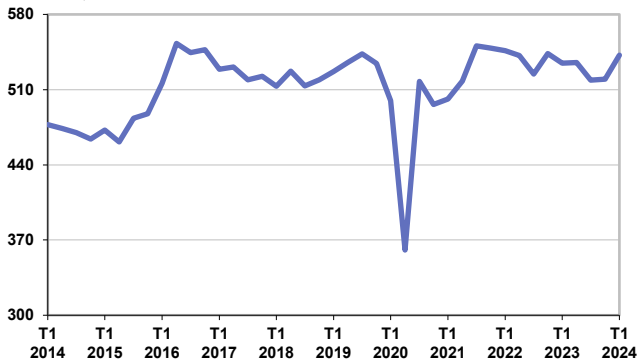
Information : La refonte fin 2015 des motifs d'inscription sur les listes de France Travail a modifié la répartition de ces derniers au sein des entrées en catégorie A, B, C, sans en affecter le total. Entre début 2016 et mi-2017, les séries « retour d'inactivité » et « motif indéterminé » plus particulièrement ont été affectées.

Aussi, à partir de 2022, l'évolution du formulaire d'actualisation conduit aussi à une modification durable de la répartition des sorties par motifs. En particulier, avec le nouveau script d'actualisation, les sorties pour défaut d'actualisation sont plus nombreuses tandis que les reprises d'emploi sont moins souvent déclarées : la part des défauts d'actualisation dans les sorties augmente de 6 points et celle des reprises d'emploi baisse de 6 points.

Sorties de catégories A, B, C par motif

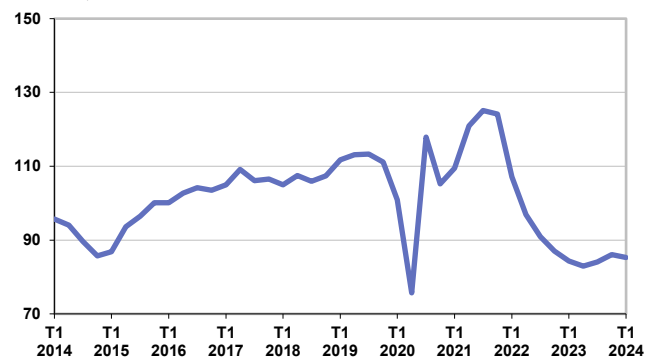
GRAPHIQUE 30 | Ensemble des sorties

En milliers, données CVS-CJO



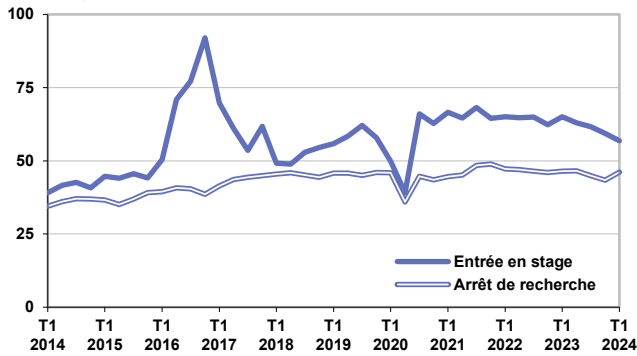
GRAPHIQUE 31 | Sorties pour reprise d'emploi déclarée

En milliers, données CVS-CJO



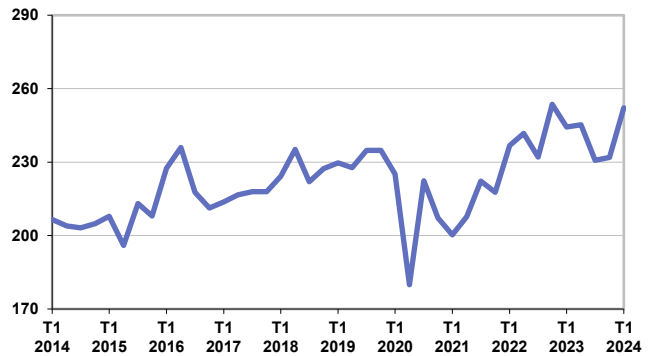
GRAPHIQUE 32 | Sorties pour entrée en stage et arrêt de recherche

En milliers, données CVS-CJO



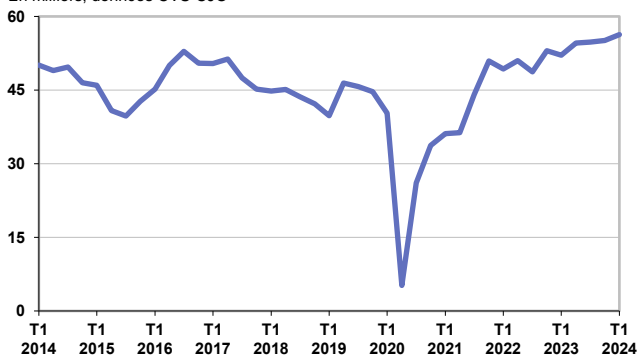
GRAPHIQUE 33 | Sorties pour défaut d'actualisation

En milliers, données CVS-CJO



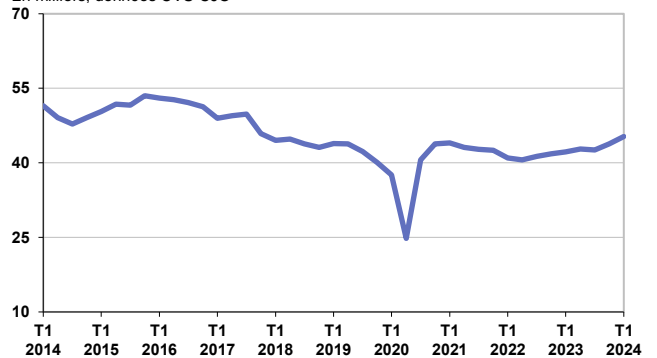
GRAPHIQUE 34 | Sorties pour radiation administrative

En milliers, données CVS-CJO



GRAPHIQUE 35 | Sorties pour autres cas

En milliers, données CVS-CJO



Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

SOURCE, DÉFINITIONS ET MÉTHODE

ENCADRÉ 1 | Source : la Statistique du marché du travail (STMT)

La Statistique du marché du travail (STMT) est une source statistique exhaustive issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle porte sur tous les demandeurs d'emploi inscrits, entrés ou sortis des listes un mois donné.

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1^{ère} publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte de la publication vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielle de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter.

Dans toute la publication, les résultats présentés sont des moyennes trimestrielles. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Une [documentation méthodologique](#) présente plus en détail la STMT.

L'Autorité de la statistique publique a labellisé en 2021, et pour une durée de 5 ans, les statistiques mensuelles des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail, co-produites par la Dares et France Travail. Dans cette publication, toutes les statistiques publiées sont labellisées hormis celles relatives à l'indemnisation (pages 8 et 9) qui n'ont pas fait l'objet d'un examen par l'ASP.

Le Fichier historique statistique (FHS) est une autre source statistique sur les demandeurs d'emploi, également issue des fichiers de gestion de France Travail. Elle comporte tous les épisodes d'inscription sur une période de 10 ans. Les statistiques produites à partir de la STMT et du FHS peuvent différer en raison de différences dans la constitution des deux sources, concernant notamment la façon dont sont traités les événements enregistrés avec retard et les sorties de courte durée. Des [séries en droits constatés](#) (ou « avec recul ») issues du FHS sont publiées chaque année.

ENCADRÉ 2 | Demandeurs d'emploi : définition et différence avec les chômeurs au sens du BIT

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à France Travail. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et France Travail présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique, les données sur les demandeurs d'emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 heures ou moins sur un mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures sur un mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Est chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) toute personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé au moins une heure pendant une semaine de référence, est disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et a recherché activement un emploi dans le mois précédent ou en a trouvé un qui commence dans les trois mois. Le chômage au sens du BIT est mesuré par l'enquête Emploi de l'Insee.

L'inscription à France Travail en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, mais qui ne se recouvrent pas (voir [documentation](#)).

Les [dernières estimations de l'Insee](#) font état d'un taux de chômage au sens du BIT (rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives – en emploi ou au chômage) de 7,5 % au 4^e trimestre 2023 en France (hors Mayotte), soit 2,3 millions de chômeurs (données corrigées des variations saisonnières). L'Insee publiera ses estimations de chômage au sens du BIT pour le 1^{er} trimestre 2024, le 17 mai 2024.

ENCADRÉ 3 | Interprétation des séries CVS-CJO sur les demandeurs d'emploi

Les données de la STMT étant exhaustives, il n'existe pas, comme pour des données d'enquête, d'incertitude liée à l'échantillonnage. Les variations des séries CVS-CJO issues de la STMT peuvent résulter soit de la tendance de moyen terme, principalement liée aux évolutions du marché du travail et à la conjoncture économique, soit de chocs ponctuels, dont les sources peuvent être variées (variations dans la gestion des listes de demandeurs d'emploi par France Travail ou dans les comportements d'inscription, chocs ponctuels du marché du travail, imprécisions dans l'estimation des corrections des variations saisonnières, ...). Parmi ces chocs ponctuels figurent aussi des incidents et changements de procédure dont certains ont pu avoir un impact significatif sur les séries de demandeurs d'emploi (un [document](#) présente les principaux événements depuis 2011 et leurs impacts).

Il est possible de déterminer des seuils au-delà desquels les variations sur un trimestre ont une probabilité supérieure à 95 % d'être de même sens que la tendance de moyen terme.

En France métropolitaine, lorsque sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C augmente ou baisse de plus de 33 000, il y a une probabilité supérieure à 95 % que la variation de la tendance sous-jacente soit de même sens.

En France métropolitaine, lorsque sur un trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente ou baisse de plus de 32 000, il y a une probabilité supérieure à 95 % que la variation de la tendance sous-jacente soit de même sens.

Une [documentation](#) fournit des éléments d'aide à l'interprétation des séries sur les demandeurs d'emploi.

ENCADRÉ 4 | Équation comptable et défaut de bouclage

Sur les données brutes de la STMT, on observe un défaut de bouclage dans l'équation comptable reliant les effectifs de demandeurs d'emploi aux flux d'entrée et de sortie : la variation des effectifs de demandeurs d'emploi n'est pas égale au solde entre les entrées et les sorties. Ce défaut de bouclage s'explique par le fait que certains flux sont enregistrés trop tardivement pour être pris en compte dans la STMT (voir [documentation](#)).

Équation comptable, du premier trimestre 2024

En milliers, données CVS-CJO

	Sur un trimestre	Sur un an
(1) Variation du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C	2,6	35,4
(2) Solde entre les entrées en catégories A, B, C et les sorties de catégories A, B, C	6,3	45,2
Défaut de bouclage ((1) - (2))	-3,7	-9,8

Champ : France métropolitaine.

Source : France Travail-Dares, STMT.

Pour en savoir plus

Les publications sont accessibles en cliquant dessus.

Les séries complémentaires sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

[1] Dares, les séries trimestrielles nationales sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.

[2] France Travail, sélections de statistiques sur les demandeurs d'emploi.

[3] Dares, les séries trimestrielles sur les entrées en formation des demandeurs d'emploi.

Les sorties de France Travail

[4] De Visme N. (2024), « Durée de chômage (3e trimestre 2023) », Statistiques & Indicateurs n°24-006, France Travail, février.

[5] Giner L. (2024), « Les reprises d'emploi de demandeurs d'emploi au 3e trimestre 2023 », Statistiques & Indicateurs n°24-005, France Travail, janvier.

[6] Baron A., Cocuau V., Poujouly C. (2024), « Les demandeurs d'emploi de catégories A, B, C sortant des listes de France Travail (ex-Pôle emploi) en septembre 2022 », Dares Résultats n°5, France Travail, janvier.

[7] Giner L. (2024), « L'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi inscrits à France Travail mesuré en septembre 2023 », Statistiques & Indicateurs n°24-008, France Travail, février.

L'indemnisation des demandeurs d'emploi

- [8] Insee (2023) « Fiche 2.4 Indemnisation du chômage » Collection Insee Références, juin.
- [9] Presotto J. (2024), « Indemnisation des demandeurs d'emploi en 2022 », Dares Résultats n°4, janvier.
- [10] Delvaux G. (2024), « Demandeurs d'emploi indemnisés au 4e trimestre 2023 », Statistiques & Indicateurs n°24-010, France Travail, mars.
- [11] Dano J. (2024), « Part des demandeurs d'emploi indemnisables : situation au 30 juin 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.003, France Travail, janvier.
- [12] Dano J. (2024), « Montant moyen du droit d'allocation chômage versé aux demandeurs d'emploi indemnisés au 30 juin 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.014, France Travail, avril.

Les autres publications sur les demandeurs d'emploi

- [13] Guillermin G., Savary K., Monin R. (2023), « Quelles explications possibles à la hausse du nombre des demandeurs d'emploi en activité ? », Dares Analyses n°43, juillet.
- [14] Lefebvre M. (2023), « Comment évolue l'accès à la formation des demandeurs d'emploi ? », Dares Analyses n°18, mars.
- [15] Morello E., Hentzgen C., Cocuau V. (2022), « Comment la crise sanitaire a-t-elle affecté le nombre et le profil des demandeurs d'emploi de longue durée ? », Dares Analyses n°48, octobre.
- [16] Garcia S. (2024), « Le contrôle de la recherche d'emploi en 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.015, avril.
- [17] Robert T. (2024), « Les femmes demandeuses d'emploi inscrites à France Travail en 2023 », Statistiques et indicateurs n°24.009, France Travail, mars.
- [18] Pôle emploi (2023), « Portrait statistique des demandeurs d'emploi cadres », janvier.
- [19] Blache G., Prokovas N. (2022), « L'autonomie dans les parcours de recherche d'emploi », Éclairages & Synthèses n°71, Pôle emploi, avril.
- [20] Rabner M., Stehlin A. (2021), « La période de mise en situation en milieu professionnel favorise et accélère l'accès à l'emploi », Éclairages & Synthèses n°66, Pôle emploi, mars.
- [21] Blache G., De Visme N., Lim Y. (2020), « Les aides à la mobilité géographique restent déterminantes dans le choix d'élargissement du périmètre de recherche d'emploi », Éclairages & Synthèses n°62, Pôle emploi, décembre.

Données régionales

- [22] France Travail, sélections de statistiques sur la formation des demandeurs d'emploi.
- [23] Les publications régionales sont accessibles via les sites internet des Dreets et Deets et des DR France Travail.
- [24] Dares, les séries régionales, départementales et par zone d'emploi sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.
- [25] Dares, les séries communales des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

Les offres d'emploi et l'adéquation entre offre et demande d'emploi

- [26] France Travail, les séries brutes régionales, départementales et des communes de plus de 5 000 habitants.
- [27] France Travail (2024), « Les offres d'emploi diffusées par France Travail au 4e trimestre 2023 », Statistiques & Indicateurs n°24-011, France Travail, mars.
- [28] Gaumont S. (2023), « Offres pourvues et abandons de recrutement en 2022 », Éclairages & Synthèses n°77, Pôle emploi, avril.
- [29] Auvray E., Le Toullec N., Moquay L. (2024), « L'emploi de salariés détachés en 2022 », Dares Résultats n°1, janvier.

Analyse conjoncturelle du marché du travail

- [30] Ducatel V., Niang M., Lainé F., Chartier F. (2023), « Les tensions sur le marché du travail en 2022 », Dares Résultat n°59, Dares-Pôle emploi, décembre.
- [31] Makhzoum S. (2023), « Les seniors sur le marché du travail en 2022 », Dares Résultats n°47, septembre.
- [32] Dares, les offres collectées et satisfaites par France Travail : les séries nationales et régionales.
- [33] Insee (2024), « Au quatrième trimestre 2023, le taux de chômage est stable à 7,5% », Informations Rapides n°33, février.
- [34] Insee (2023) « Emploi, chômage, revenus du travail », Collection Insee Références, juin.
- [35] Cocuau V., Giner L. (2024), « Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (ex-Pôle emploi) au 4e trimestre 2023 », Dares Indicateurs n°9, Dares-Pôle emploi, janvier.

Valentin Cocuau (Dares) et Jérôme Dano (France Travail).

Directeur de la publication Michel Houdebine	Dépôt légal à parution	La Dares est la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités. Elle contribue à la conception, au service suivi et à l'évaluation des politiques publiques, et plus largement à éclairer le débat économique et social.
Directrice de la rédaction Anne-Juliette Bessone	Numéro de commission paritaire 3124 AD. ISSN 2109 – 4128 et ISSN 22674756	
Secrétaires de rédaction Thomas Cayet	Réponses à la demande dares.communication@travail.gouv.fr	
Maquettiste Gaëtan Guillermin	Contact presse Joris Aubrespin-Marsal joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr	
Mise en page et impression Dares, ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités		

dares.travail-emploi.gouv.fr

RETROUVEZ LES DONNÉES DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX SUR NOTRE SITE INTERNET.

